



Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°272 - 14/09/2018



ZOOM SUR...

Le 7^e sommet Sino-Africain (FSCA)

60 Mds USD ont été annoncés par le Président Xi Jinping pour le développement économique des pays africains. Les principaux secteurs ciblés, sont l'industrie, les infrastructures rassemblés sous l'initiative « la ceinture et la route », le commerce et l'écologie.

Les [engagements de la Chine](#)* se décomposent ainsi : 35 Mds USD de prêts concessionnels et lignes de crédit, 5 Mds USD de dons, 5 Mds USD de prêts destinés aux PME, 10 Mds USD à destination du Fonds de coopération Chine-Afrique pour la capacité industrielle et enfin, 5 Mds USD vers le Fonds de développement Chine-Afrique.

De nombreux accords et mémorandums signés avec la Chine, mais difficilement chiffrables**

- **Côte d'Ivoire** : 18 accords (3,4 Mds USD), parmi lesquels des accords de coopération pour un Partenariat stratégique global (accord-cadre sur le crédit préférentiel, mémorandum d'entente sino-ivoirien dans le cadre de l'initiative « la nouvelle route de la soie ») et des accords commerciaux concernant par exemple le projet d'extension de l'aéroport international d'Abidjan ;
- **Sénégal** : 17 projets de coopération ont été passés en revue avec le conseil d'administration d'Eximbank, dont un focus sur les industries, les infrastructures, et les NTIC ;
- **Guinée** : 2 accords de crédit (598 M USD) couvrant la reconstruction de la route nationale Coyah-Mamou-Dabola et de la voirie urbaine de Conakry ;
- **Bénin** : un accord-cadre de coopération pour la création d'une entreprise sino-béninoise d'investissement avec le groupe Yunnan construction & investment ;
- **Gambie** : 3 accords de coopération (infrastructures, coopération technique et économique, agriculture et formation) ;

- **Mali** : projet « Future Seed », un programme de formation de 10 modules TIC destiné aux jeunes ;
- **Mauritanie** : mémorandum d'entente pour le renforcement de la coopération commerciale avec, entre autres, la création d'une plate-forme de concertation permettant l'échange de données ;
- **Niger** : préfinancement chinois (4 Mds USD) pour la Phase II du projet pétrolier d'Agadem ;
- **Togo** : un accord de coopération agricole et un don sans concession.

Des pays faiblement endettés auprès de la Chine*

D'après CARI, la dette chinoise est estimée à près de **8,9 Mds USD dans la zone**, soit 6,2% de l'endettement total de l'Afrique envers la Chine (113 Mds USD).

- Les [pays ayant le plus emprunté à la Chine](#) entre 2000 et 2017 sont : la Côte d'Ivoire (2,7 Mds USD de prêts cumulés), le Sénégal (1,6 Mds USD), le Bénin (995,9 M USD) et le Mali (981,5 M USD). Ces montants restent relativement faibles comparés à des pays comme l'Angola (42,8 Mds USD) ou l'Ethiopie (13,7 Mds USD).
- Toujours entre 2000 et 2017, les autres pays de la zone ont emprunté des montants inférieurs à l'instar du Niger (703,1 M USD), du Togo (692,9 M USD) ou encore de la Guinée (645,9 M USD).
- Enfin, le Burkina Faso, la Gambie et la Guinée-Bissau n'ont fait aucun emprunt à la puissance asiatique.

Seulement 3 pays ont emprunté à la Chine en 2017, il s'agit du Bénin (88 M USD), du Cap-Vert (12,3 M USD) et de la Côte d'Ivoire (118,9 M USD). De fait, depuis 2013, la Chine a resserré ses critères de prêts et diminué les montants accordés sur le continent.

La Chine : un partenaire commercial privilégié**

ECHANGES BILATERAUX AVEC LA CHINE EN M EUR		RANG DE LA CHINE 2016 PARMI LES PARTENAIRES
Benin	1912,9	1 ^{er}
Burkina Faso	140,0	4 ^{ème}
Cap-Vert	44,1	5 ^{ème}
Côte d'Ivoire	1523,3	2 ^{ème}
Gambie	366,1	1 ^{er}
Guinée	1603,4	1 ^{er}
Guinée-Bissau	19,3	6 ^{ème}
Mali	420,5	4 ^{ème}
Mauritanie	1461,3	1 ^{er}
Niger	203,3	2 ^{ème}
Sénégal	2128,8	1 ^{er}
Togo	1829,3	1 ^{er}

* Source : The Chinese Research Initiative (CARI)

** Liste non-exhaustive

***Trade Map (ITC), dernières données comparatives disponibles

ACTUALITE REGIONALE

Les échanges commerciaux Niger/Bénin bloqués par l'effondrement d'un pont

Le pont de Malanville, au Bénin, reliant le Niger au Bénin s'est affaissé, bloquant ainsi les échanges commerciaux entre les deux capitales Niamey et Cotonou. Les gros porteurs qui utilisaient ce pont doivent prendre jusqu'à nouvel ordre des contournements dont le coût financier et temporel est lourd pour les entreprises. Les autorités béninoises ont annoncé qu'un nouveau pont pourra être construit en 45 jours.

CAP-VERT

Nouvelle taxe de sécurité aéroportuaire

A partir de janvier 2019, les passagers qui débarquent dans les aéroports et aérodromes du Cap-Vert sur les vols nationaux ou internationaux devront s'acquitter d'une redevance de sécurité aéroportuaire (TSA). La TSA s'élèvera à 150 escudos (1,36 EUR) pour les vols domestiques et 3 400 escudos (30,85 EUR) pour les vols internationaux. Les passagers détenteurs d'un passeport capverdien, les enfants de moins de deux ans, ou encore les titulaires de passeports diplomatiques seront exemptés de la taxe. Cette dernière a pour objectif de couvrir les coûts liés au déploiement de ressources pour la sécurité des frontières et des aéroports, la prévention et la répression des actes illicites et le renforcement du système de sûreté de l'aviation civile.

COTE D'IVOIRE

Exécution du budget d'Etat à fin juin 2018

Le gouvernement ivoirien vient de publier [un point semestriel sur l'exécution du budget d'Etat 2018](#). Pour mémoire, celui-ci s'élève à 6 756 Mds FCFA (10,3 Mds EUR), soit une hausse de 4,8% par rapport à la loi de finance rectificative de 2017. Ce budget est à moitié financé par des recettes fiscales (dont la moitié relève des droits de douanes), à 19,4% par les ressources extérieures et à 19% par les emprunts sur les marchés financiers. Le premier semestre 2018 est marqué par des objectifs de mobilisation de revenus quasiment atteints, grâce à l'émission de l'Eurobond (1,7 Md EUR) et à la bonne tenue de certains postes fiscaux. Le niveau d'exécution des dépenses est conforme aux objectifs pour les dépenses courantes prises dans leur ensemble, avec des disparités sur les volets de dépenses dites « pro-pauvres ». Les dépenses d'investissements ont quant à elles, été exécutées à moins de 40% sur l'objectif annuel.

77 licences d'exportation de cacao accordées en 2018/19

Le Conseil café cacao (CCC) de Côte d'Ivoire a revu à la hausse le nombre de licences pour l'exportation de cacao pour la campagne 2018/19 en octroyant 77 licences, contre 72 pour la campagne précédente. 51 licences ont été accordées à des sociétés commerciales et 26 à des sociétés coopératives. La liste des sociétés est consultable sur le site du [Conseil café cacao](#).

MALI

Formation d'un nouveau gouvernement après la reconduction de Soumeylou Boubèye Maïga comme Premier ministre

Ce 1^{er} gouvernement du second quinquennat du Président Ibrahim Boubacar Keita, compte 32 membres (36 dans le précédent). La nouvelle équipe gouvernementale enregistre 12 sortants et 8 entrants ainsi que la présence de 11 femmes. L'ex ministre des Mines, M. Tiémoko Sangaré, devient ministre de la Défense en remplacement de M. Tiéna Coulibaly qui récupère le portefeuille de la justice. Mme Lelenta Hawa Ba, qui dirigeait la Direction Nationale de la Géologie et des Mines

(DNGM), devient ministre des mines. Quant au Ministère des Affaires étrangères, il accueille à sa tête Mme Kamissa Camara, ancienne Conseillère diplomatique du Président. A noter la reconduction des ministres de (i) l'économie et des finances ; (ii) l'administration territoriale et de la décentralisation ; (iii) la sécurité et de la protection civile et (iv) l'agriculture.

MAURITANIE

Rééchelonnement du prêt saoudien

La Banque centrale de Mauritanie (BCM) et les autorités saoudiennes se sont accordées pour un rééchelonnement jusqu'en 2021 du prêt octroyé en 2015 par l'Arabie saoudite (300 MUSD, intérêt de 3%). Cette mesure vise à contrebalancer la pression provoquée par l'effondrement des cours des matières premières, notamment du fer, depuis 2014. Le prêt saoudien permet à la BCM de maintenir un niveau des réserves suffisant en devises et garantit la pérennité des transactions et engagements au titre des opérations commerciales et financières avec l'étranger.

NIGER

Création de l'Observatoire du marché des engrais au Niger (OMEN)

Un projet de décret portant création, missions et composition de l'Observatoire du marché des engrais au Niger (OMEN) a été adopté par le Conseil des ministres. Cette réforme intervient dans le cadre de la mise en œuvre du Programme compact du Niger et de l'adoption en janvier dernier du plan de réforme du secteur des engrais. L'OMEN a pour principales missions, la veille et la régulation des approvisionnements et de la distribution des engrais au Niger.

TOGO

Quatre projets de loi pour le renforcement du trafic aérien

Le gouvernement a adopté quatre projets de loi en faveur de la promotion du secteur aéroportuaire, dont trois relatifs à des accords bilatéraux, via la ratification d'accords de partenariat avec les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et le Burkina Faso (CDM 03/08/2018). Le Conseil a enfin adhéré à la constitution de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) adoptée en septembre 2009 à Dakar.

ENTREPRISES & FINANCEMENTS PROJETS

BENIN

Avancées du projet d'approvisionnement en eau potable

L'Agence Nationale d'approvisionnement en eau potable en milieu rural (ANAEPMR) a été autorisée à signer six marchés, pour la construction-réhabilitation-extension de réseaux d'approvisionnement en eau. 24 adductions d'eau villageoise (AEV) doivent être créées et/ou réhabilitées par des opérateurs privés, l'Etat mettant à la disposition des adjudicataires une concession subventionnée. Le français Vergnet Hydro, en groupement avec deux firmes locales (FORAG et AGIRE), était déclaré adjudicataire provisoire d'un des six lots, et devrait selon toute vraisemblance devenir adjudicataire définitif.

COTE D'IVOIRE

L'Union européenne finance la formation de migrants revenus au pays

Le projet sous régional de l'Organisation internationale des migrants (OIM), financé par le fonds fiduciaire de l'Union européenne (UE) à hauteur de 2,7 M EUR propose des formations dans le domaine de l'agriculture et du bâtiment aux migrants de retour en Côte d'Ivoire. 50 ex-migrants ont intégré la formation en septembre à l'université de l'entrepreneuriat d'Azaguié. Ils sont 500 migrants sur les 3800 revenus au pays depuis mai 2017 à avoir été formés par le projet.

Un financement de 260,5 M EUR de la Banque mondiale pour le secteur du transport à Abidjan

Le financement est destiné au Projet d'intégration Port ville d'Abidjan dont le coût global est estimé à 332 M EUR. Il s'agit d'un prêt mobilisé sur ressources IDA et d'une maturité de 28 ans. Les travaux, prévus sur une durée de sept ans, portent sur la réalisation de quatre infrastructures routières, notamment la section 2 de l'autoroute de contournement du « Grand-Abidjan » (reliant les communes de Songon, Abobo-Anyama, Cocody et Port-Bouët), l'aménagement de la section 3 de cette autoroute ; la construction de l'échangeur du carrefour Akwaba (Marcory) et la construction d'une zone logistique y compris des parcs de stationnement court et long séjour pour les camions poids lourds.

GUINEE

La société turque Albayrak obtient la concession du port conventionnel

Le gouvernement guinéen a signé avec la société turque Albayrak, un contrat de concession du port conventionnel (partie du port réservée au débarquement des produits alimentaires) pour une durée de 25 ans. Dans cet accord, le concessionnaire se charge de la réhabilitation, l'extension, la gestion et l'exploitation du port. Il s'engage à investir au cours des deux premières années, 200 M USD sur les 500 MUSD prévus durant les 25 ans. Pour mémoire, aucun investissement n'a été effectué dans le port de Conakry depuis 1980. Le port conventionnel de Conakry possède une capacité de 9 millions de tonnes.

MALI

La compagnie minière canadienne Endeavour cédera une participation de sa mine de Tabakoto pour 60 MUSD

Endeavour Mining vendra à Algom Resources une participation de sa mine Tabakoto dans le Sud-ouest du Mali pour un montant total de 60 MUSD. Pour mémoire, Algom Resources est une société de développement minier basée en Sierra Leone. En 2017, Tabakoto au Mali avait produit 144 000 onces d'or (1,14 USD l'once). A noter que Endeavour opère dans deux autres pays de la zone : Côte d'Ivoire (Agbaou et Ity) et Burkina Faso (Houndé, Karma).

NIGER

Préfinancement chinois pour le projet pétrolier d'Agadem

Un préfinancement chinois de 4 Mds USD permettra la réalisation de la phase II du projet pétrolier d'Agadem (Est du pays). Il s'agit d'un partenariat public-privé (PPP) dans lequel les investissements de l'entreprise chinoise CNPC seront remboursés par l'Etat nigérien lors de la vente du pétrole brut. Outre la construction de nouvelles infrastructures de production, cette deuxième phase de développement du projet d'Agadem sera tournée vers la réalisation d'un oléoduc qui permettra d'exporter le pétrole sur le marché international.

SENEGAL

De nouveaux financements accordés par la Banque mondiale (BM)

Le ministre de l'Economie, des finances et du plan, et la BM ont signé des accords de financement pour un montant global de 118 Mds FCFA (180 M EUR). Le 1^{er} accord vise à la réalisation d'ouvrages d'assainissement et à la mise en place d'une politique d'accès à l'eau, dans le cadre du projet eau-assainissement en milieu rural du bassin arachidier. Le 2nd accord signé, s'élevant à 46 M EUR, a trait au financement de la lutte contre le changement climatique et l'avancée de la mer sur la Langue de Barbarie. L'enveloppe permettra de reloger plus de 10 000 personnes dans la ville de Saint-Louis. Enfin, la banque renforcera le Projet d'appui à la qualité, à l'équité et à la transparence du système éducatif à hauteur de 47 M EUR.

TOGO

Adoption d'un Plan national de développement (PND)

Ce PND, nouvelle boussole du gouvernement togolais, est le nouveau plan de croissance économique du pays pour la période 2018-2022. Il prend le relais de la SCAPE (Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi ; 2013-2017). Trois piliers devront porter la

croissance à venir : (i) mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre de premier ordre dans la sous-région, (ii) développement des pôles de transformation agricole, manufacturier et du secteur extractif, (iii) consolidation du développement social et des mécanismes d'inclusion. La mise en œuvre du programme nécessitera l'injection de 7 Mds EUR, dont 35% sur financement public (2,5 Mds EUR) et 65% sur financement privé (4,5 Mds EUR).

EVENEMENTS

BURKINA FASO

1^{er} Salon international du coton et du textile ([SICOT](#))

La 1^{ère} édition du SICOT se tiendra du 27 au 29 septembre 2018 à Koudougou. Ce salon réunira des acteurs qui interviennent dans la chaîne du coton, de la production à la transformation. Il permettra la valorisation des outils modernes de financement, de production, de transport, de transformation (filature, teinture etc.) et de commercialisation des produits au travers de rencontres, présentations pays, conférences, tables rondes et panels techniques. L'organisation est prise en charge à 53% par le gouvernement et 47% par les partenaires techniques et financiers et des sponsors. Plus de 1000 visiteurs sont attendus sur l'aire d'exposition.

3^e édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest

La 3^{ème} édition de la Semaine des activités minières d'Afrique de l'Ouest ([SAMAO](#)) se tiendra du 27 au 29 septembre 2018 à la salle de conférence de Ouagadougou sous le thème: «L'exploitation des ressources minérales en Afrique: Quelles stratégies pour en faire un moteur de Croissance et de Développement Durable». Des conférences thématiques, des rendez-vous d'affaires B2B, des expositions et des événements spéciaux seront organisés.

SENEGAL

Visite de la chancelière allemande

Le Sénégal a reçu Angela Merkel, accompagnée par 11 hommes d'affaire allemands représentant différents secteurs d'activités. Quatre accords de coopération ont été signés entre les deux Etats : (i) un mémorandum d'entente entre l'Apix et l'Africa Ferine ; (ii) un cadre de financement pour le projet d'électrification de 300 villages (120 M EUR) entre le ministère de l'économie, des finances et du plan et la société IPEX ; (iii) un contrat commercial concernant ce même projet d'électrification entre l'Agence sénégalaise d'électrification rurale (ASRE) et la société GOF ; et (iv) un protocole entre la commune de Sandiara, le Fonsis et la société Fister contact system pour la réalisation d'un système d'énergie hybride d'une capacité de 10 MW.

TOGO

Participation au 7^e Forum sur la coopération sino-africaine

Une importante délégation togolaise composée du Président de la République, de plusieurs ministres et conseillers de la Présidence, a participé au 7^{ème} forum sur la coopération sino-africaine, qui s'est tenu du 3 au 6 septembre à Pékin. En marge de ce forum, de nombreuses rencontres bilatérales avec des opérateurs économiques chinois ont eu lieu, en vue de mobiliser des fonds et attirer des investissements pour l'opérationnalisation du PND (Plan national de développement, 2018-2022). On peut noter des réunions avec CHINA MERCHANTS GROUP, CTCE, CHINA RAILWAY CONSTRUCTION CORPORATION (CRCC), entreprises qui manifestent toutes des intérêts marqués pour des investissements logistiques le long du corridor Lomé-Cinkassé.

Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à abidjan@dgiresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

Indicateurs Pays (2017)	Bénin*	BF*	CV*	RCI**	Gambie*	Guinée**	GB**	Mali*	Mauritanie	Niger**	Sénégal**	Togo**	UEMOA*	ASS*
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	1	25	2	13	2	19	4	19	16	8	110,3	1 033
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	114,2	1 529,1
<i>PIB / Hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	1 035	1 480
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	6,5	2,6
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	1,5	11
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	-5	-5
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	46	45
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	16	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	-3	-1
<i>Exportations françaises vers²</i>														
<i>(M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	3 404	13 457
<i>Importations françaises depuis³</i>														
<i>(M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	1247	9211
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	-6	-3
Aspects qualitatifs														
<i>IDH⁴</i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business⁵</i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map - 2016

³ Trade Map - 2016

⁴ PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque